

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain St-Pierre, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 8 mai 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Rimouski (Ville), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Rimouski inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de ses activités et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité des activités et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Malette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

8 mai 2023

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n°A137599

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	72 952 338	73 055 135	70 285 673
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 518 752	6 908 688	6 264 024
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 562 228	31 642 418	9 273 992
Services rendus	5	7 474 360	8 130 149	6 704 189
Imposition de droits	6	1 931 800	5 719 753	4 079 576
Amendes et pénalités	7	992 800	857 832	735 160
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	675 884	1 829 070	744 447
Autres revenus	10	4 031 838	6 467 021	2 505 188
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	100 140 000	134 610 066	100 592 249
Charges				
Administration générale	14	14 673 195	13 190 949	12 915 158
Sécurité publique	15	15 464 474	15 044 217	14 284 788
Transport	16	22 659 729	24 220 131	22 028 101
Hygiène du milieu	17	19 859 984	19 450 055	18 995 587
Santé et bien-être	18	870 015	700 174	600 611
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 273 686	5 404 192	4 974 307
Loisirs et culture	20	19 378 981	19 049 107	18 592 332
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 472 523	2 550 514	2 529 390
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	100 652 587	99 609 339	94 920 274
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(512 587)	35 000 727	5 671 975
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		376 291 425	370 619 450
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		376 291 425	370 619 450
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		411 292 152	376 291 425

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 872 547	35 959 624
Débiteurs (note 5)	2	65 059 720	44 621 346
Prêts (note 6)	3	270 000	292 400
Placements de portefeuille (note 7)	4	35 000 000	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	114 202 267	80 873 370
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	18 003 119	14 068 609
Revenus reportés (note 12)	12	14 592 361	5 222 446
Dettes à long terme (note 13)	13	99 697 636	96 230 140
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 203 900	2 924 800
Autres passifs (note 14)	15	1 161 455	1 068 628
	16	136 658 471	119 514 623
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 456 204)	(38 641 253)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	413 121 171	394 484 607
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	18 268 094	18 624 298
Stocks de fournitures	20	1 336 337	976 060
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 022 754	847 713
	23	433 748 356	414 932 678
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	411 292 152	376 291 425

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(512 587)	35 000 727	5 671 975
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	36 194 051)	28 583 734)
Produit de cession	3		2 317 691	486 771
Amortissement	4		17 148 113	17 010 637
(Gain) perte sur cession	5		(1 908 318)	(261 954)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(18 636 565)	(11 348 280)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		356 204	119 334
Variation des stocks de fournitures	10		(360 277)	(40 043)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(175 040)	(65 388)
	13		(179 113)	13 903
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(512 587)	16 185 049	(5 662 402)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(38 641 253)	(32 978 851)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(38 641 253)	(32 978 851)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(22 456 204)	(38 641 253)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	35 000 727	5 671 975
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	17 148 113	17 010 637
Autres			
▪ (Gains) pertes sur cession	3	(1 908 318)	(261 954)
▪	4		
	5	50 240 522	22 420 658
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(20 438 374)	2 645 195
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	4 027 337	(11 092)
Revenus reportés	9	9 369 915	490 151
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	279 100	722 800
Propriétés destinées à la revente	11	356 204	119 334
Stocks de fournitures	12	(360 277)	(40 043)
Autres actifs non financiers	13	(175 040)	(65 388)
	14	43 299 387	26 281 615
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(36 194 051)	28 583 734
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	2 317 691	486 771
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(33 876 360)	(28 096 963)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21	22 400	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(35 000 000)	()
Cession	23		
	24	(34 977 600)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	11 418 000	4 806 455
Remboursement de la dette à long terme	26	(7 950 504)	8 321 976
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	3 467 496	(3 515 521)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(22 087 077)	(5 330 869)
Solde déjà établi	33	35 959 624	41 290 493
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	35 959 624	41 290 493
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	13 872 547	35 959 624

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée selon la Loi sur les cités et villes. La Ville de Rimouski est issue du regroupement depuis le 1er janvier 2002, des villes de Rimouski et de Pointe-au-Père, de la municipalité de Mont-Label, du village de Rimouski-Est et des paroisses de Sainte-Blandine, de Sainte-Odile-de-Rimouski en vertu du décret (1011-2001) et de Le Bic en vertu du règlement numéro 442-2009.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S-23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O

a) Périmètre comptable

S.O

b) Partenariats

S.O

B) Comptabilité d'exercice

Constataion des revenus

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O

a) Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Infrastructures	2,5 % à 33 %
Bâtiments	2,5 % à 6,6 %
Véhicules	6,6 % à 12,5 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	5 % à 10 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé des propriétés destinées à la revente moins les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoute, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs à la fin du régime, net des gains et des pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre de prestations constituées sont calculées de façons actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, du roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effet de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalué en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Budget**

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 13 décembre 2021. De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révisions suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2022 mais ne sont pas reflétées dans la colonne budget.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	13 872 547	35 959 624
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	13 872 547	35 959 624
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	13 872 547	35 959 624
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	8 045 561	6 129 381
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	2 068 123	2 246 115
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	50 724 994	38 240 178
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	7 103 784	734 848
Organismes municipaux	16		
Autres			
▪ Entreprises et individus	17	3 035 266	2 329 698
▪ Droits de mutation et intérêts	18	2 127 553	1 070 507
	19	65 059 720	44 621 346
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	32 515 978	31 727 690
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	32 515 978	31 727 690
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	11 860	22 982
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	37 540 270	31 727 690
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	279 849	505 826
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		
Ministère de la Culture et des Communications	29		
Autres ministères/organismes	30	12 904 875	6 006 662
	31	50 724 994	38 240 178

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32	270 000	292 400
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36	270 000	292 400
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39	35 000 000	
	40	35 000 000	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(3 203 900)	(2 924 800)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	(3 203 900)	(2 924 800)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	2 774 700	3 075 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	69 552	66 484
	51	2 844 252	3 141 984

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

		2022	2021
Fournisseurs	55	5 569 055	5 709 394
Salaires et avantages sociaux	56	1 509 733	1 413 191
Dépôts et retenues de garantie	57	6 505 913	2 994 772
Provision pour contestations d'évaluation	58	4 357	83 592
Autres			
▪ Intérêts dette à long terme	59	489 085	317 282
▪ Autres courus et passifs	60	3 924 976	3 550 378
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	18 003 119	14 068 609

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	574 635	643 492
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70	367 805	789 190
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	822 579	718 449
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Projet de décontamination	80	9 970 866	
▪ Services rendus, subv et autres	81	2 856 476	3 071 315
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	14 592 361	5 222 446

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	4,90	2023	2042	88	99 697 636	96 175 140
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		55 000
					96	99 697 636	96 230 140
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	()	()
					98	99 697 636	96 230 140

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		8 944 732			8 944 732
2024	100		8 946 213			8 946 213
2025	101		8 797 955			8 797 955
2026	102		8 076 969			8 076 969
2027	103		7 850 262			7 850 262
2028 et plus	104		57 081 505			57 081 505
	105		99 697 636			99 697 636
Intérêts et frais accessoires	106		()	()
	107		99 697 636			99 697 636

Note

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	1 161 455	1 068 628
Assainissement des sites contaminés	109		
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	1 161 455	1 068 628

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	88 518 231	4 553 108		93 071 339
Eaux usées	116	120 908 754	2 775 967		123 684 721
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	131 839 284	15 686 855		147 526 139
Autres					
▪	118	58 123 828	404 340		58 528 168
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	142 420 296	8 566 029	702 698	150 283 627
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	17 407 023	1 791 208	736 821	18 461 410
Ameublement et équipement de bureau	124	5 187 697	217 030	74 697	5 330 030
Machinerie, outillage et équipement divers	125	19 166 427	2 112 107	787 750	20 490 784
Terrains	126	15 697 102	465 212	206 163	15 956 151
Autres	127	244 807			244 807
	128	599 513 449	36 571 856	2 508 129	633 577 176
Immobilisations en cours	129	59 552 392	(377 805)		59 174 587
	130	659 065 841	36 194 051	2 508 129	692 751 763
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	35 893 927	2 165 304		38 059 231
Eaux usées	132	54 374 689	2 941 854		57 316 543
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	62 305 905	4 300 136		66 606 041
Autres					
▪	134	39 700 243	2 229 582		41 929 825
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	46 849 904	3 399 715	552 266	49 697 353
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	9 919 806	1 045 724	736 821	10 228 709
Ameublement et équipement de bureau	140	4 479 668	149 154	74 697	4 554 125
Machinerie, outillage et équipement divers	141	10 812 285	916 644	734 971	10 993 958
Autres	142	244 807			244 807
	143	264 581 234	17 148 113	2 098 755	279 630 592
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	394 484 607			413 121 171
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	10 462 942	10 606 227
Immeubles industriels municipaux	149	2 481 773	2 694 692
Autres	150	5 323 379	5 323 379
	151	18 268 094	18 624 298
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	18 268 094	18 624 298

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payé d'avance	165	281 178	305 879
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪ Refinancement	168	741 576	541 834
▪	169		
	170	1 022 754	847 713

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats pour une somme de 43 309 629 \$. Les paiements minimums exigibles pour les six prochains exercices se répartissent ainsi:

19 874 511 \$ en 2023, 8 065 115 \$ en 2024, 6 409 918 en 2025, 5 375 887 \$ en 2026, 3 407 057 \$ en 2027 et 177 141 \$ en 2028.

La Ville s'est engagée à verser diverses contributions totalisant 2 260 233 \$ jusqu'au 31 décembre 2024. Les paiements minimums exigibles s'élèvent à 2 022 664 \$ en 2023 et 237 569 \$ en 2024.

La Ville s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

La Ville a signé une entente avec le Centre polyvalent des aîné(e)s et la Société d'habitation du Québec et s'est engagée à combler 10 % du déficit annuel dans le cadre de l'application du programme de supplément au loyer "AccèsLogis".

La Ville a acquis des terrains pour fins de développement domiciliaire. Les contrats d'acquisition mentionnent qu'une redevance correspondant à 15 % du produit de la vente des terrains doit être remise aux vendeurs en janvier de l'année suivant ladite vente. Les terrains et les dettes correspondantes sont comptabilisés au bilan.

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 8 015 209 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 1 031 473 \$ en 2023, 960 129 \$ en 2024, 889 085 \$ en 2025, 817 007 \$ en 2026 et 746 679 \$ en 2027.

De plus, les subventions pour le remboursement du capital totalisent 32 971 643 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 2 577 698 \$ en 2023, 2 573 686 \$ en 2024 et 2 575 718 \$ en 2025, 2 224 691 \$ en 2026 et 2 257 220 \$ en 2027.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) Auto-assurance

Conformément au règlement 17-2002 adopté en juin 2002 et au règlement 453-2009 adopté en mai 2009, modifiant le règlement 17-2002, la Ville effectue de l'auto-assurance en matière de responsabilité civile jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$. Au 31 décembre 2022, la réserve financière pour auto-assurance totalise 2 900 361 \$.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de diverses poursuites et réclamations. La direction de la Ville est d'avis que ces poursuites et réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. La Ville étant assurée pour la plupart de ces incidents, les dossiers ont été transmis à ses assureurs.

La Ville fait l'objet d'une poursuite dans le cadre d'une transaction immobilière. Actuellement, un expert externe a évalué la poursuite à un montant de 483 000\$. La ville n'a pas comptabilisé de provision à cet égard vu qu'elle est d'avis qu'elle sera compensée par le fond d'auto-assurance en cas de dénouement défavorable de cette éventualité.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2022 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	72 952 338	73 055 135			73 055 135	70 285 673
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 518 752	6 908 688			6 908 688	6 264 024
Quotes-parts	3						
Transferts	4	5 562 228	6 607 971			6 607 971	6 604 837
Services rendus	5	7 481 412	8 130 149			8 130 149	6 704 189
Imposition de droits	6	1 931 800	5 719 753			5 719 753	4 079 576
Amendes et pénalités	7	992 800	857 832			857 832	735 160
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	675 884	1 829 070			1 829 070	744 447
Autres revenus	10	4 024 786	4 069 552			4 069 552	1 756 265
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	100 140 000	107 178 150			107 178 150	97 174 171
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		25 034 447			25 034 447	2 669 155
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		1 630 545			1 630 545	549 311
Autres	18		766 924			766 924	199 612
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		27 431 916			27 431 916	3 418 078
	22	100 140 000	134 610 066			134 610 066	100 592 249
Charges							
Administration générale	23	14 372 968	12 888 783	302 166		13 190 949	12 915 158
Sécurité publique	24	14 940 211	14 537 228	506 989		15 044 217	14 284 788
Transport	25	16 722 127	18 165 102	6 055 029		24 220 131	22 028 101
Hygiène du milieu	26	12 988 453	12 550 861	6 899 194		19 450 055	18 995 587
Santé et bien-être	27	870 015	700 174			700 174	600 611
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 102 579	5 246 208	157 984		5 404 192	4 974 307
Loisirs et culture	29	16 158 493	15 822 356	3 226 751		19 049 107	18 592 332
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 472 523	2 550 514			2 550 514	2 529 390
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	17 025 218	17 148 113	(17 148 113)			
	34	100 652 587	99 609 339			99 609 339	94 920 274
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(512 587)	35 000 727			35 000 727	5 671 975

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(512 587)	35 000 727	5 671 975
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	27 431 916)(	3 418 078)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(512 587)	7 568 811	2 253 897
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	17 025 218	17 148 113	17 010 637
Produit de cession	5		2 317 691	486 771
(Gain) perte sur cession	6		(1 908 318)	(261 954)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	17 025 218	17 557 486	17 235 454
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		470 864	203 675
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		470 864	203 675
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		22 400	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		22 400	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	128 125	130 641	43 523
Remboursement de la dette à long terme	17 (	5 749 087)(	5 737 987)(	5 510 520)
	18	(5 620 962)	(5 607 346)	(5 466 997)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	4 824 000)(	4 307 989)(	6 092 419)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		20 000	77 380
Excédent de fonctionnement affecté	21	(1 958 037)	874 384	1 329 233
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 109 632)	(11 898 510)	(4 723 464)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(10 891 669)	(15 312 115)	(9 409 270)
	26	512 587	(2 868 711)	2 562 862
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		4 700 100	4 816 759

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	27 431 916	3 418 078
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	272 601)(	364 671)
Sécurité publique	3 (	464 393)(	1 211 959)
Transport	4 (	8 355 003)(	13 187 893)
Hygiène du milieu	5 (	13 598 317)(	10 153 073)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	663 003)(	78 688)
Loisirs et culture	8 (	12 840 734)(	3 587 450)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	36 194 051)(	28 583 734)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	114 659)(	84 342)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 286 554	3 984 515
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	4 307 989	6 092 419
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 151 077	225 630
Excédent de fonctionnement affecté	17	402 644	965 585
Réserves financières et fonds réservés	18	2 927 361	4 956 959
	19	8 789 071	12 240 593
	20	(19 233 085)	(12 442 968)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	8 198 831	(9 024 890)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	29 241 282	29 521 779	27 833 006
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	7 929 335	7 864 171	7 852 480
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	35 357 032	34 583 282	31 937 045
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	2 402 123	2 525 909	2 504 770
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	70 400	24 605	24 620
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	953 100	942 513	937 115
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	7 628 604	6 954 038	6 778 147
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	17 025 218	17 148 112	17 010 637
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Crédits taxes et rbmt dépenses	21	45 493	44 930	42 454
	22			
	23			
	24	100 652 587	99 609 339	94 920 274

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 734 910	9 429 141
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 137 369	8 647 219
Réserves financières et fonds réservés	3	33 937 178	17 533 776
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(272 809)	(248 988)
Financement des investissements en cours	5	(267 721)	(8 466 554)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	364 477 607	348 898 855
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	411 292 152	376 291 425
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 734 910	9 429 141
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	9 734 910	9 429 141
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Ancienne Ville de Rimouski	12	35 157	35 157
▪ Ancienne Ville de Rimouski-Est	13	648	648
▪ Rimouski - Nouvelle Ville	14	3 101 564	8 611 414
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 137 369	8 647 219
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	3 137 369	8 647 219

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fond auto-assurance	27	2 900 361
▪ Opération de déneigement	28	1 600 000
▪ Protection de l'environnement	29	6 428 380
▪ Actifs immobilisés	30	13 504 051
▪ Autres	31	4 154 532
	32	28 587 324
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	3 988 104
Organismes contrôlés et partenariats	38	2 160 778
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	30 800
Organismes contrôlés et partenariats	40	30 800
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	100 000
Autres		
▪ Autres fonds	46	1 230 950
▪	47	
	48	5 349 854
	49	33 937 178
		17 533 776

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres	59 ()(
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	67 ()(
▪	68 ()(
▪	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres	74 ()(
▪	75 ()(
▪	76 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	272 809
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	248 988
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres	81	
▪	82	272 809
▪	83 (	(248 988))
	(272 809))	(248 988))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84	
Investissements à financer	85 (267 721)(	8 466 554)
	86 (267 721)	(8 466 554)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	413 121 171
Propriétés destinées à la revente	88	18 268 094
Prêts	89	270 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92	431 659 265
	93	413 401 305
Ajustements aux éléments d'actif	94	431 659 265
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (99 697 636)(	96 230 140)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 ())
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	32 515 978
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	31 727 690
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (67 181 658)(	64 502 450)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (67 181 658)(	64 502 450)
	103	364 477 607
		348 898 855

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 924 800)	(2 202 000)
Charge de l'exercice	4 (2 774 700)(	3 075 500)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 495 600	2 352 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (3 203 900)	(2 924 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 83 775 600	92 932 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (90 390 300)(	96 895 900)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (6 614 700)	(3 963 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 3 410 800	1 038 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (3 203 900)	(2 924 800)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (3 203 900)	(2 924 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 50 069 200	59 597 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (56 683 900)(	63 561 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (6 614 700)(	3 963 700)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 4 201 800	4 210 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 4 201 800	4 210 400
Cotisations salariales des employés	21 (2 217 500)(	2 150 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 984 300	2 059 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 790 400	1 015 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 774 700	3 075 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 5 179 300	4 792 000
Rendement espéré des actifs	33 (5 179 300)(	4 792 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35 2 774 700	3 075 500

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (9 508 600)	9 351 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (4 988 800)	(4 443 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (14 497 400)	4 907 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 11 525 600	(2 024 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 361 100	4 203 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 83 775 600	92 932 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 192 000	2 409 900
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,11 %	5,34 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,34 %	5,31 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	12	12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	20 639	19 728
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	69 552	66 484
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	69 552	66 484

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	57 331 127	57 381 466	54 563 785
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	89 722	78 280	120 358
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	57 420 849	57 459 746	54 684 143
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 559 468	6 561 779	6 524 530
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	2 221 450	2 211 670	2 184 121
Matières résiduelles	15	5 705 500	5 689 224	5 841 723
Autres				
▪ Vidange des fosses septiques	16	343 868	394 430	330 786
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	281 000	287 659	280 632
Service de la dette	20	420 203	450 627	439 738
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	15 531 489	15 595 389	15 601 530
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	15 531 489	15 595 389	15 601 530
	29	72 952 338	73 055 135	70 285 673

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	1 568 597	1 539 441	1 384 034
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32	24 897	24 897	24 926
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 410 008	1 523 741	1 399 597
Cégeps et universités	34	1 966 123	2 183 842	1 901 615
Écoles primaires et secondaires	35	1 008 350	1 109 183	1 002 179
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	5 977 975	6 381 104	5 712 351
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	292 294	276 986	301 114
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	17 425	17 139	17 646
Taxes d'affaires	40			
	41	309 719	294 125	318 760
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42	231 058	233 459	232 913
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44	231 058	233 459	232 913
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	6 518 752	6 908 688	6 264 024

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49		264 520	52 000
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	64 268	64 268	64 268
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	401 605	680 885	300 266
Transport adapté	58	606 793	990 664	1 036 943
Transport scolaire	59			
Autres	60		68 702	
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	214 493	214 493	235 653
Réseau de distribution de l'eau potable	65	234 137	255 123	263 101
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	234 137	266 650	290 841
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	596 796	688 335	1 517 986
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	80 000	88 119	221 177
Rénovation urbaine	80	300 000	171 111	141 913
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	629 655	635 363	573 661
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	155 000	147 501	166 000
Autres	85	50 000	193 441	128 482
Réseau d'électricité	86			
	87	3 566 884	4 729 175	4 992 291

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88	833 000	
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93	6 133 246	602 942
Enlèvement de la neige	94		
Autres	95		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	5 247 158	
Réseau de distribution de l'eau potable	104	2 967 771	139 297
Traitement des eaux usées	105	772 858	139 297
Réseaux d'égout	106	2 822 584	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121	45 637	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122	6 212 193	1 536 739
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		250 880
Autres	124		
Réseau d'électricité	125		
	126	25 034 447	2 669 155

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	1 364 000	1 247 452	1 222 206
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	631 344	631 344	390 340
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	1 995 344	1 878 796	1 612 546
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 562 228	31 642 418	9 273 992

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140	20 000	35 904	33 163
Évaluation	141	291 467	307 847	309 464
Autres	142			
	143	311 467	343 751	342 627
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	25 000	75 244	30 397
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	25 000	75 244	30 397
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	14 718	14 882	14 100
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	14 718	14 882	14 100
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	70 000	79 395	72 698
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	12 000	18 424	13 120
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	404 700	460 927	438 617
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	486 700	558 746	524 435

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	52 645	54 159	51 126
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	30 709	31 592	29 823
Autres	178	4 387	4 513	4 261
	179	87 741	90 264	85 210
Réseau d'électricité				
	180			
	181	925 626	1 082 887	996 769

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	659 499	654 487	599 566
	185	659 499	654 487	599 566
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	85 000	99 824	99 134
Sécurité civile	188			
Autres	189	102 162	160 070	102 163
	190	187 162	259 894	201 297
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	1 198 703	1 448 531	1 200 255
Enlèvement de la neige	192	25 000	39 894	22 429
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194	25 000	29 800	30 900
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197	163 660	197 219	160 493
Autres	198			
	199	1 412 363	1 715 444	1 414 077
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201	118 050	323 511	220 677
Réseaux d'égout	202			
	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	400 000	528 379	456 367
Matières recyclables	205	62 000	74 581	97 981
Autres	206	95 560	97 634	96 088
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	675 610	1 024 105	871 113

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	134 550	150 644	142 692
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219	134 550	150 644	142 692
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	2 770 958	2 502 757	1 792 718
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	34 800	34 904	27 867
Autres	222	680 844	705 027	658 090
	223	3 486 602	3 242 688	2 478 675
Réseau d'électricité				
	224			
	225	6 555 786	7 047 262	5 707 420
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	7 481 412	8 130 149	6 704 189

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	300 800	453 897	780 875
Droits de mutation immobilière	228	1 630 000	5 265 193	3 298 064
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230	1 000	663	637
	231	1 931 800	5 719 753	4 079 576
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	992 800	857 832	735 160
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	675 884	1 829 070	744 447
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		1 908 318	261 954
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	3 450 000	1 569 380	806 714
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		2 397 468	549 311
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242	74 786	25 900	123 142
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	500 000	565 955	764 067
	245	4 024 786	6 467 021	2 505 188
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 010 575	1 048 929	4 519	1 053 448	823 625
Greffe et application de la loi	2	1 770 849	1 776 751		1 776 751	1 986 361
Gestion financière et administrative	3	4 479 995	4 084 999	246 181	4 331 180	4 235 501
Évaluation	4	1 663 750	1 448 404	9 854	1 458 258	856 760
Gestion du personnel	5	1 205 910	1 081 527		1 081 527	950 382
Autres						
▪ Autres dépenses Administration	6	4 241 889	3 448 173	41 612	3 489 785	4 062 529
▪	7					
	8	14 372 968	12 888 783	302 166	13 190 949	12 915 158
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	7 980 018	7 599 918		7 599 918	7 320 546
Sécurité incendie	10	6 243 500	6 231 759	504 073	6 735 832	6 314 558
Sécurité civile	11	26 619	42 062	2 916	44 978	39 260
Autres	12	690 074	663 489		663 489	610 424
	13	14 940 211	14 537 228	506 989	15 044 217	14 284 788
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	5 000 864	5 925 662	4 816 299	10 741 961	10 236 613
Enlèvement de la neige	15	7 045 566	7 824 350	761 209	8 585 559	7 534 256
Éclairage des rues	16	610 119	425 922	129 727	555 649	709 202
Circulation et stationnement	17	1 138 913	1 171 773	33 848	1 205 621	1 025 123
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 422 068	2 132 866		2 132 866	1 684 884
Transport aérien	19	504 597	684 529	313 946	998 475	838 023
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	16 722 127	18 165 102	6 055 029	24 220 131	22 028 101

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 002 955	1 022 733	784 924	1 807 657	1 696 914
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 503 617	1 759 499	1 410 732	3 170 231	2 908 763
Traitement des eaux usées	25	1 531 984	1 591 065	1 393 356	2 984 421	2 823 117
Réseaux d'égout	26	2 171 629	1 891 391	1 816 183	3 707 574	3 946 892
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	820 223	830 725		830 725	803 654
Élimination	28	1 994 156	1 865 328	1 266 362	3 131 690	3 181 993
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	850 825	807 377		807 377	838 988
Tri et conditionnement	30	939 330	906 847	1 845	908 692	798 985
Matières organiques						
Collecte et transport	31	598 110	633 320		633 320	546 190
Traitement	32	382 804	359 451	221 288	580 739	610 755
Matériaux secs	33	398 475	286 181		286 181	357 875
Autres	34	23 342	15 030		15 030	19 332
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Autres	37					
Protection de l'environnement	38	438 803	277 392	4 504	281 896	218 630
Autres	39	332 200	304 522		304 522	243 499
	40	12 988 453	12 550 861	6 899 194	19 450 055	18 995 587
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	829 315	666 935		666 935	600 611
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	40 700	33 239		33 239	
	44	870 015	700 174		700 174	600 611

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 581 487	2 940 935	78 928	3 019 863	2 659 387
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	58 943	41 354		41 354	48 984
Autres biens	47	699 273	427 339		427 339	528 201
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 138 269	1 180 737		1 180 737	1 024 979
Tourisme	49	553 819	589 964	79 056	669 020	656 116
Autres	50	70 788	65 879		65 879	56 640
Autres	51					
	52	5 102 579	5 246 208	157 984	5 404 192	4 974 307
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	3 717 464	3 606 434	557 914	4 164 348	3 868 758
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 447 384	3 452 643	1 192 448	4 645 091	4 543 333
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 687 546	1 624 321	349 343	1 973 664	1 747 715
Parcs et terrains de jeux	56	3 004 482	2 929 303	528 004	3 457 307	3 441 217
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	11 856 876	11 612 701	2 627 709	14 240 410	13 601 023
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 896 986	1 894 328	475 427	2 369 755	2 536 602
Bibliothèques	62	2 002 036	1 891 781	123 615	2 015 396	2 064 657
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	133 160	141 807		141 807	140 467
Autres ressources du patrimoine	64	98 434	118 434		118 434	129 047
Autres	65	171 001	163 305		163 305	120 536
	66	4 301 617	4 209 655	599 042	4 808 697	4 991 309
	67	16 158 493	15 822 356	3 226 751	19 049 107	18 592 332

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 170 218	2 291 106		2 291 106	2 292 100
Autres frais	70	231 905	234 803		234 803	212 670
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	70 400	24 605		24 605	24 620
	73	2 472 523	2 550 514		2 550 514	2 529 390
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	17 025 218	17 148 113 (	17 148 113)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 255 345	498 305
Usines de traitement de l'eau potable	2	8 398 605	8 810 827
Usines et bassins d'épuration	3	11 402	16 410
Conduites d'égout	4	3 160 158	645 874
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	81 660	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 059 675	6 848 670
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 141 986	2 498 482
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	3 297 501	1 835 728
Autres infrastructures	11	241 088	56 932
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	372 516	2 515 855
Édifices communautaires et récréatifs	14	9 082 012	2 366 040
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 274 690	1 526 346
Ameublement et équipement de bureau	18	295 500	236 863
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 060 076	570 012
Terrains	20	461 837	157 390
Autres	21		
	22	36 194 051	28 583 734

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	810 191	38 623
Usines de traitement de l'eau potable	24	7 834 687	8 810 827
Usines et bassins d'épuration	25	11 402	16 410
Conduites d'égout	26	1 936 466	38 623
Autres infrastructures	27	7 094 802	10 487 424
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	445 154	459 682
Usines de traitement de l'eau potable	29	563 918	
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	1 223 692	607 251
Autres infrastructures	32	2 727 108	752 388
Autres immobilisations corporelles	33	13 546 631	7 372 506
	34	36 194 051	28 583 734

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	30 800			30 800
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 879 965	72 195	1 029 653	9 922 507
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	53 591 685	8 345 000	4 708 334	57 228 351
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	64 502 450	8 417 195	5 737 987	67 181 658
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	31 727 690	3 000 805	2 212 517	32 515 978
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	31 727 690	3 000 805	2 212 517	32 515 978
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	31 727 690	3 000 805	2 212 517	32 515 978
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	31 727 690	3 000 805	2 212 517	32 515 978
	19	96 230 140	11 418 000	7 950 504	99 697 636
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	96 230 140	11 418 000	7 950 504	99 697 636

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	99 697 636
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	267 721
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪ Éléments non inclus ligne 2	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	30 800
Débiteurs	9	32 515 978
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	67 418 579
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	67 418 579
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	67 418 579
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	67 418 579
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	21 100	23 897	21 173
Autres	3	381 208	358 990	369 241
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 470	9 896	9 551
Sécurité civile	6			2 500
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	77 609	71 881	76 985
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	15 546	9 430	15 002
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	94 350	110 451	92 881
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	356 817	357 968	349 782
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	953 100	942 513	937 115

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1	917 453	886 926
Charges sociales	2	177 592	166 120
Biens et services	3	35 099 006	27 530 688
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	36 194 051	28 583 734

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	71,66	35,00	135 465,00	7 195 679	2 016 115	9 211 794
Professionnels	2						
Cols blancs	3	177,99	32,50	310 190,31	9 144 892	2 334 105	11 478 997
Cols bleus	4	160,97	40,00	335 970,10	10 671 562	2 818 767	13 490 329
Policiers	5						
Pompiers	6	32,82	42,00	71 923,81	2 845 484	734 304	3 579 788
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	443,44		853 549,22	29 857 617	7 903 291	37 760 908
Élus	9	12,00			581 615	138 472	720 087
	10	455,44			30 439 232	8 041 763	38 480 995

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	1 740 251				1 740 251
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	214 493	2 010 811	3 236 347		5 461 651
Réseau de distribution de l'eau potable	13	255 123	1 919 728	1 048 042		3 222 893
Traitement des eaux usées	14		239 586	533 272		772 858
Réseaux d'égout	15	266 650	2 289 312	533 272		3 089 234
Autres	16	4 131 454	12 523 126	700 951		17 355 531
	17	6 607 971	18 982 563	6 051 884		31 642 418

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 624	30 036
	4	3 624	30 036
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	130 408	135 370
Sécurité civile	7		
Autres	8	30 003	18 213
	9	160 411	153 583
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	330 024	367 221
Enlèvement de la neige	11	7 744	9 854
Autres	12	84 398	14 576
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	422 166	391 651
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	131 867	105 368
Réseau de distribution de l'eau potable	17	343 082	370 583
Traitement des eaux usées	18	87 647	91 976
Réseaux d'égout	19	611 640	598 191
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	34 312	40 138
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	1 208 548	1 206 256
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		26
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		26
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	698 632	687 309
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	21 221	16 700
Autres	38	35 912	43 829
	39	755 765	747 838
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 550 514	2 529 390

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mélanie Beaulieu	Conseiller	26 744	11 284		
Mélanie Bernier	Conseiller	26 744	11 284		
Sébastien Bolduc	Conseiller	28 480	12 017	265	132
Guy Caron	Maire	122 090	17 496	3 576	
Julie Carré	Conseiller	26 744	11 284		
Philippe Cousineau-Morin	Conseiller	26 744	11 284		
Dave Dumas	Conseiller	26 744	11 284		
Rodrigue Joncas	Maire suppléant	29 105	12 280	132	66
Cecilia Michaud	Conseiller	26 744	11 284		
Jocelyn Pelletier	Conseiller	26 744	11 284		
Réjean Savard	Conseiller	27 166	11 462		
Grégory Thorez	Conseiller	26 744	11 284		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	20 028 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	131 143 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 104 130 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 3 058 667 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 19 719 \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD57 64 268 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 302 115 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \$

Systèmes de drainage

64 \$

Abords de routes

65 308 219 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 610 334 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 610 334 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 2023-04-247

b) Date d'adoption de la résolution

71 2023-04-11

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2017-10-898
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2017-10-02
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 8
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 6
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 443
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-08

Nom du signataire : Sylvain St-Pierre

Fonction du signataire : Directeur des ressources financières

Date de transmission au Ministère : 2023-05-10

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-10 15:21

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	100 140 000	107 178 150	97 174 171
Investissement	2		27 431 916	3 418 078
	3	100 140 000	134 610 066	100 592 249
Charges	4	100 652 587	99 609 339	94 920 274
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(512 587)	35 000 727	5 671 975
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(27 431 916)	(3 418 078)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(512 587)	7 568 811	2 253 897
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	17 025 218	17 148 113	17 010 637
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	128 125	130 641	43 523
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 749 087)	(5 737 987)	(5 510 520)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	4 824 000)	(4 307 989)	(6 092 419)
Excédent (déficit) accumulé	12	(6 067 669)	(11 004 126)	(3 316 851)
Autres éléments de conciliation	13		902 637	428 492
	14	512 587	(2 868 711)	2 562 862
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		4 700 100	4 816 759

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	13 872 547	35 959 624
Débiteurs	2	65 059 720	44 621 346
Placements de portefeuille	3	35 000 000	
Autres	4	270 000	292 400
	5	114 202 267	80 873 370
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	99 697 636	96 230 140
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	3 203 900	2 924 800
Autres	9	33 756 935	20 359 683
	10	136 658 471	119 514 623
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(22 456 204)	(38 641 253)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	413 121 171	394 484 607
Autres	13	20 627 185	20 448 071
	14	433 748 356	414 932 678
Excédent (déficit) accumulé	15	411 292 152	376 291 425

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	9 734 910	9 429 141
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Ancienne Ville de Rimouski	17	35 157	35 157
▪ Ancienne Ville de Rimouski-Est	18	648	648
▪ Rimouski - Nouvelle Ville	19	3 101 564	8 611 414
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	3 137 369	8 647 219
Réserves financières	27	28 587 324	13 366 702
Fonds réservés	28	5 349 854	4 167 074
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(272 809)	(248 988)
Financement des investissements en cours	30	(267 721)	(8 466 554)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	364 477 607	348 898 855
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	411 292 152	376 291 425

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	67 418 579
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	67 418 579

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	30 800	30 800
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	57 228 351	53 591 685
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 922 507	10 879 965
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	32 515 978	31 727 690
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	99 697 636	96 230 140

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	72 952 338	73 055 135	70 285 673
Compensations tenant lieu de taxes	13	6 518 752	6 908 688	6 264 024
Quotes-parts	14			
Transferts	15	5 562 228	6 607 971	6 604 837
Services rendus	16	7 481 412	8 130 149	6 704 189
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 924 600	6 577 585	4 814 736
Autres	18	4 700 670	5 898 622	2 500 712
	19	100 140 000	107 178 150	97 174 171
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		25 034 447	2 669 155
Autres	23		2 397 469	748 923
	24		27 431 916	3 418 078
	25	100 140 000	134 610 066	100 592 249

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	14 372 968	12 888 783	302 166	13 190 949	12 915 158
Sécurité publique						
Police	2	7 980 018	7 599 918		7 599 918	7 320 546
Sécurité incendie	3	6 243 500	6 231 759	504 073	6 735 832	6 314 558
Autres	4	716 693	705 551	2 916	708 467	649 684
Transport						
Réseau routier	5	13 795 462	15 347 707	5 741 083	21 088 790	19 505 194
Transport collectif	6	2 926 665	2 817 395	313 946	3 131 341	2 522 907
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	6 210 185	6 264 688	5 405 195	11 669 883	11 375 686
Matières résiduelles	9	6 007 265	5 704 259	1 489 495	7 193 754	7 157 772
Autres	10	771 003	581 914	4 504	586 418	462 129
Santé et bien-être	11	870 015	700 174		700 174	600 611
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 581 487	2 940 935	78 928	3 019 863	2 659 387
Promotion et développement économique	13	1 762 876	1 836 580	79 056	1 915 636	1 737 735
Autres	14	758 216	468 693		468 693	577 185
Loisirs et culture	15	16 158 493	15 822 356	3 226 751	19 049 107	18 592 332
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 472 523	2 550 514		2 550 514	2 529 390
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	83 627 369	82 461 226	17 148 113	99 609 339	94 920 274
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	17 025 218	17 148 113 (	17 148 113)		
	21	100 652 587	99 609 339		99 609 339	94 920 274

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	27 431 916	3 418 078
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	36 194 051)(	28 583 734)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	114 659)(	84 342)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 286 554	3 984 515
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	4 307 989	6 092 419
Excédent accumulé	6	4 481 082	6 148 174
	7	(19 233 085)	(12 442 968)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	8 198 831	(9 024 890)

Extrait du rapport financier, page S18